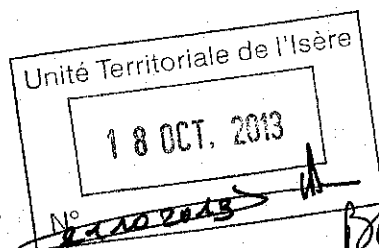


Usine des CLAVAU
38220 GAVET
Tél. 04 76 78 10 12
Fax 04 76 68 45 82
aymeric.boisson@pemsil.com

→ Marcelle
Peux-tu scanner les
2 premières pages
et les transmettre par mail
à Vincent PERCHE
Bonne



DREAL
Madame Marie-Hélène JULLIEN
44 avenue Marcellin Berthelot
38030 GRENOBLE Cedex 02

→ puis ATU

Nos Réf. AB/GA 125.13

TS

Gavet, le 14 octobre 2013

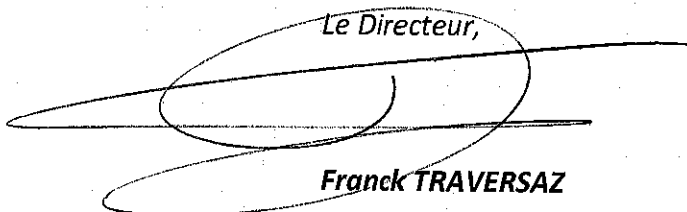
Objet : Mise en œuvre de la Directive IED – Transposition en droit Français – Ex IPPC
Reffer : REMIPP-PPPE-13-090[transposition IED – ex IPPC]

Madame l'Inspecteur,

Suite au courrier de M. Pascal SIMONIN du 10 juin 2013 sur la mise en œuvre de la Directive IED, vous trouverez, ci-joint, sur la fiche navette IED, notre proposition de choix de rubrique principale 3000 et de BREF applicable à notre établissement.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le Directeur,

Franck TRAVERSAZ

PJ : Fiche Navette IED – Déclaration du « statut IED » de l'installation
Courrier du 10 juin 2013 de M. Pascal SIMONIN

Fiche Navette IED - Déclaration du « statut IED » de l'installation

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Exploitant: FERROPem LES CLAVAUX

N° S3IC: Gidic: 0061.02997

Adresse: Usine des Clavaux
Route des Vallées
38220 GAVET

Contact: PRAIST Elodie / Boisson Aymeric

Téléphone: 04.76.78.10.12

INSTALLATION IED

Statut:

☒ visé par la directive IPPC

☐ non visé par la directive IPPC

(dossier de mise en conformité attendu pour le 7 janvier 2014)

GESTION DU BÉNÉFICE DE L'ANTÉRIORITÉ

Rubriques 3000 concernées

(la rubrique encadrée doit correspondre à la rubrique principale souhaitée)

Numéro

3420

Intitulé Fabrication en quantité industrielle par
transformation chimique ou biologique de produits
chimiques inorganiques, tel que
Nan-métaux, oxydes métalliques ou autres composés
inorganiques tels que carbone, de calcium, silicium, carbone de silicium

Motivation du choix de la rubrique principale:

classement nomenclature européenne 20.13:

"Manufacture of other inorganic basic chemicals"

GESTION DU RÉEXAMEN

BREFs applicables à l'installation (liste des BREFs disponible à l'adresse suivante <http://www.ineris.fr/ippc/node/10>)

(le code encadré doit correspondre à celui de votre proposition de BREF déclenchant le réexamen qui ne peut pas être un document transversal)

Code

NFM

Intitulé

Industrie des métaux non ferreux (décembre 2001)

Motivation du choix du BREF associé à la rubrique principale:

classement nomenclature européenne 20.13:

"Manufacture of other inorganic basic chemicals"

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Suite donnée:

- ☐ Donner acte
☐ Courrier de contre-proposition de l'inspection
☐ Autre:

Suivi

Réponse transmise le:

Base S3IC mise à jour le:

Transmission SRI le:

Signataire: Franck TRAVERSAZ

Qualité: Directeur

Date: 14/10/2013

Signature et cachet:

Ferropem

Usine des Clavaux - 38220 GAVET

Siret n° 642 005 177 00232

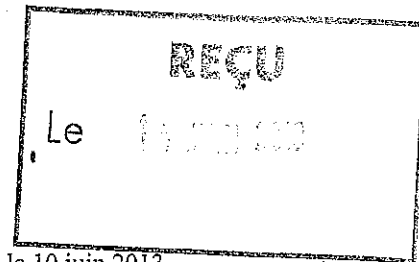
Le Directeur

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Service Ressources, énergie, milieux
et prévention des pollutions

Affaire suivie par : Vincent PERCHE
Unité Prévention des Pollutions et Police de l'eau
Tél. : 04 26 28 66 45 – Fax : 04 26 28 67 19
Courriel : vincent.perche@developpement-durable.gouv.fr



Lyon, le 10 juin 2013

FERROPEM
usine des clavaux

38220 LIVET ET GAVET

OBJET : *Mise en œuvre de la Directive IED – Transposition en droit Français – Ex IPPC*

REFER : REMIPP-PPPE-13-090[transposition IED – ex IPPC]

Monsieur le Directeur,

Par le présent envoi, je souhaite attirer votre attention sur des évolutions réglementaires récentes, ayant des impacts potentiels sur les activités de votre site, et ainsi vous inviter à évaluer et anticiper les répercussions associées sur votre outil de travail.

Ces modifications ont été introduites par la transposition de la directive relative aux émissions industrielles, dite IED³¹⁶, qui encadre les pratiques de prévention de la pollution industrielle au sein de l'Union européenne. Elle prend la suite de la directive IPPC³¹⁷, transposée en France notamment par l'intermédiaire de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement auquel votre établissement est soumis.

La transposition de la directive IPPC, qui comprenait donc notamment le principe du bilan de fonctionnement, va disparaître : les anciennes obligations de la directive IPPC et les nouveautés liées à la directive IED ont toutes été reprises au sein d'une nouvelle section³¹⁸ du code de l'environnement.

³¹⁶ 2010/75/EU - Industrial Emissions Directive

³¹⁷ 2008/01/CE - Integrated Pollution Prevention and Control

³¹⁸ section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement

Rappel général

La directive 2010/75/EU relative aux émissions industrielles dite directive " IED ", a été adoptée le 24 novembre 2010 et est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Le chapitre II de cette directive vient d'être transposé en droit français par le biais des textes suivants :

- décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux **émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)** ;

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027385498&dateTexte=&categorieLien=id>

- décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la **nomenclature** des installations classées ;

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027385534&dateTexte=&categorieLien=id>

- arrêté du 2 mai 2013 modifiant l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au **bilan de fonctionnement** prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement ;

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027385534&dateTexte=&categorieLien=id>

- arrêté du 2 mai 2013 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains **seuils et critères** mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement ;

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027385581&dateTexte=&categorieLien=id>

- arrêté du 2 mai 2013 relatif aux **définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE** du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027385591&dateTexte=&categorieLien=id>

Les modifications les plus importantes introduites par ces nouveaux textes sont les suivantes :

- la création de nouvelles rubriques de la nomenclature en 3000 qui permettent d'identifier les installations visées ;
- un champ d'application élargi. De nouvelles activités sont concernées telles que la fabrication de panneaux de bois ou la valorisation de déchets non dangereux ;
- l'évolution du calendrier de réexamen des conditions d'autorisation qui sera à présent basé sur la date de publication des « conclusions sur les meilleures techniques disponibles », documents européens adoptés suite à la révision des documents BREF,
- le renforcement du rôle des BREFs : La directive IED impose, en règle générale, que les valeurs limites d'émission (VLE) qui seront reprises dans les arrêtés préfectoraux n'excèdent pas les niveaux d'émission des MTD décrits au sein des « conclusions MTD » des BREFs ;
- un aménagement de ces VLE est possible, à condition de démontrer que le coût serait disproportionné par rapport aux bénéfices environnementaux. La procédure impose dans ce cas une consultation préalable du public ;
- le respect des nouvelles VLE, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au JO des conclusions des MTD attachées à l'activité principale d'une installation. **Au terme de ces quatre années, les installations existantes doivent ainsi être conformes aux conclusions MTD** (par la mise en place d'équipements nécessaires à l'atteinte des VLE par exemple). Ces nouvelles VLE sont fixées à la suite de l'instruction du dossier de réexamen qui doit être réalisé par l'exploitant ;
- l'obligation de réaliser un « rapport de base » définissant l'état du sol et des eaux souterraines (= état initial) dès lors que l'installation implique l'utilisation ou la production de substances ou mélanges tels que définis à l'art. 3 du règlement (CE) 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges.

Modalités de mise en œuvre

Pour pouvoir identifier correctement le calendrier du prochain réexamen de chaque établissement, l'article R.515-84 prévoit que les exploitants de sites existants fassent parvenir au préfet avant le 5 novembre 2013 une proposition comprenant la rubrique 3000 « principale » ainsi que le thème des conclusions sur les meilleures techniques disponibles « principales » de l'établissement. La motivation de cette proposition devra comprendre la liste de toutes les rubriques 3000 et de toutes les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF qui concernent l'établissement.

Je vous invite donc à nous faire parvenir le plus rapidement possible, avant le 5 novembre 2013 :

1. votre proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 (cf. Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la **nomenclature** des installations classées). Nous attirons votre attention sur le fait que cette rubrique principale doit être cohérente avec l'activité de votre installation. Le préfet vous adressera un courrier validant votre proposition ou vous présentant, le cas échéant, les motivations associées à notre désaccord sur votre proposition d'activité principale.
2. la liste de toutes les rubriques 3000 qui vous sont applicables
3. votre proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale, ou, dans le cas où celles-ci ne seraient pas disponibles, de BREF de référence lié à votre activité principale (cf. article R. 515-64 du CE).

- Dossier de réexamen :

Lors de la parution au Journal Officiel de la Commission Européenne des conclusions MTD relatifs à votre activité principale, vous devrez, conformément à l'article R.515-83 du CE, faire parvenir au préfet un dossier de réexamen dans les formes prévues à l'article R. 515-72 du CE dans un délai d'un an après la date de parution de ces conclusions MTD.

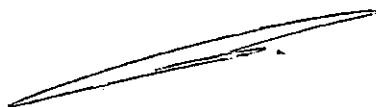
Ce dossier comprendra une comparaison des performances de vos installations aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émissions associés à ces meilleures techniques repris dans les conclusions MTD susnommées. Ce bilan contiendra un diagnostic technique si des adaptations étaient requises afin d'évaluer les coûts et bénéfices à en attendre dans le contexte environnemental de votre établissement.

Ce dossier sera accompagné le cas échéant (*c'est-à-dire si votre activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation*) du rapport de base mentionné à l'article L. 515-30.

Votre interlocuteur sur ce dossier reste l'inspecteur référent de votre site qui vous tiendra informé des éléments attachés à ces procédures au fur et à mesure qu'elles se préciseront ou que vous pourrez retrouver sur notre site internet à l'adresse suivante : <http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/actions-sur-les-principaux-r931.html>.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

P/La Directrice régionale et par délégation,
le Chef de l'Unité Prévention des Pollutions et Police de l'eau,



Pascal SIMONIN

Copies : UT